

*Proposition du Bureau**Adhérer au projet**Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlusses

31 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Nationalrat – Au Conseil national**Schluss der Sitzung um 10.15 Uhr**La séance est levée à 10 h 15***Fünfte Sitzung – Cinquième séance****Dienstag, 15. März 1988, Nachmittag****Mardi 15 mars 1988, après-midi**

17.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Masoni

87.226

Parlamentarische Initiative (Schönenberger)**Bundesgesetz gegen den unlauteren****Wettbewerb. Teilrevision****Initiative parlementaire (Schönenberger)****Loi sur la concurrence déloyale.****Révision partielle***Fortsetzung – Suite*

Siehe Jahrgang 1987, Seite 558 – Voir année 1987, page 558

Bericht der Kommission vom 19. Februar 1988 (wird im Bundesblatt publiziert)

Rapport de la commission du 19 février 1988 (sera publié à la Feuille fédérale)

Bericht des Bundesrates vom 7. März 1988 (wird im Bundesblatt publiziert)

Avis du Conseil fédéral du 7 mars 1988 (sera publié à la Feuille fédérale)

*Antrag der Kommission**Mehrheit*

Eintreten

Minderheit

(Weber)

Nichteintreten

*Proposition de la commission**Majorité*

Entrer en matière

Minorité

(Weber)

Ne pas entrer en matière

Wortlaut der parlamentarischen Initiative vom 17. Juni 1987

Gestützt auf Artikel 93 BV und Artikel 21sexies Geschäftsverkehrsgesetz schlage ich folgende Aenderung des Bundesgesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb vom 19. Dezember 1986 vor:

– Artikel 3 Buchstabe l ist gänzlich aufzuheben.

– Artikel 3 Buchstabe m und Artikel 4 Buchstabe d sind insoweit aufzuheben, als sie auf das von den Räten in der Schlussabstimmung abgelehnte Konsumkreditgesetz Bezug nehmen.

Texte de l'initiative parlementaire du 17 juin 1987

Me fondant sur l'article 93 de la Constitution fédérale et l'article 21sexies de la loi sur les rapports entre les conseils, je propose que la loi fédérale du 19 décembre 1986 contre la concurrence déloyale soit modifiée comme il suit:

– Abroger l'article 3, lettre l.

– Abroger l'article 3, lettre m, et l'article 4, lettre d, dans la mesure où ces dispositions se réfèrent à la loi sur le crédit à la consommation, qui a été rejetée par les Chambres lors du vote final.

Le président: Le Conseil fédéral, qui s'est fait excuser, appuie la proposition de la minorité.

Mme Jaggi, rapporteur: Nous avons affaire, avec cette initiative, à deux projets de loi qui étaient apparentés par la matière, qui ont commencé leur vie parlementaire à plusieurs années d'intervalle soit en 1976, respectivement en 1983 et qui l'ont terminée au cours de la même session de décembre 1986, mais pas de la même manière. Le plus ancien projet, celui d'une loi sur le crédit à la consommation, a échoué en votation finale dans ce conseil, tandis que l'autre, la loi fédérale contre la concurrence déloyale, était acceptée. Elle est d'ailleurs entrée en vigueur au début de ce mois.

Cette loi sur la concurrence déloyale contient des allusions expresses à la défunte loi sur le crédit à la consommation, plus précisément aux opérations de petits crédits d'une part et aux ventes par acomptes ou avec paiements préalables d'autre part. Ces mentions se trouvent à l'article 3 de la loi sur la concurrence déloyale, lettres l et m et à l'article 4, lettre d. La Commission de rédaction n'a – heureusement – pas osé biffer ces trois passages, sentant bien qu'il ne s'agissait pas d'une simple question de toilettage législatif, mais d'une question de fond. La commission du Conseil national, qui avait traité le projet de loi sur la concurrence déloyale, a été appelée à se prononcer; elle est arrivée à la conclusion qu'il fallait biffer les mentions en cause, par 7 voix contre 5. Le même jour, soit le 1er juin 1987, la commission de notre conseil a traité le même objet et a également opté pour une telle abrogation, laquelle, en vertu de l'orthodoxie de la procédure, implique une révision partielle de la loi sur la concurrence déloyale, sur les points contestés. C'est justement l'objectif de l'initiative parlementaire que M. Schönenberger a déposée le 17 juin 1987; le bureau de ce conseil a proposé d'y donner suite, ce que le plénum a fait le 8 octobre dernier. La commission *ad hoc* s'est réunie le 2 février de cette année, et a également proposé de donner suite à l'initiative par 7 voix contre 1, celle de la minorité de Mme Weber, et avec une abstention, la mienne, que je préciserai sous la forme d'un non à la prise en considération tout à l'heure.

Sur le fond, les arguments de la majorité comme de la minorité, sont présentés en détail dans le rapport écrit, daté du 19 février, qui vous est parvenu en vue de cette session. La position du Conseil fédéral, comme vient de le rappeler le président a, quant à elle, donné un avis daté du 7 mars. Ces deux rapports écrits, dont vous avez pu prendre connaissance, me dispensent de développer encore ici les arguments pour et contre l'abrogation des alinéas en cause, à ce stade de la discussion tout au moins.

Permettez-moi simplement de rappeler la dimension économique de l'enjeu. Les crédits à la consommation, dont le volume augmente d'année en année, se font en Suisse essentiellement par la voie du «petit» crédit, dont leur cours total ascende à 5 milliards de francs; cette domination très nette du crédit personnel est frappante depuis que la loi de 1962 sur les ventes par acomptes et avec paiements préalables est entrée en vigueur. Au point d'ailleurs que, du côté du Département fédéral de justice et police, on envisage de supprimer purement et simplement les articles 226 et 227 du code des obligations qui réglementent ces deux types de vente.

Les articles 3 et 4 de la loi sur la concurrence déloyale, d'où il s'agirait d'éliminer éventuellement les dispositions précitées, contiennent des énumérations non exhaustives, introduites par le fameux adverbe «notamment», de méthodes déloyales de publicité ou de vente et autres comportements illicites (article 3), respectivement d'incitation à violer ou à résilier un contrat (article 4).

C'est dire que, mentionnées expressément ou non, les pratiques commerciales concernant tous biens ou toutes prestations de services sont soumises au principe général de la loyauté en affaires, demandée aux agents économiques vis-à-vis de leurs fournisseurs, de leurs clients et de leurs concurrents. Resterait en fait la question de la définition par le juge, pas forcément tout à fait au courant de la situation sur le marché, ni conscient peut-être de la nécessité d'une protection sociale de la partie la plus faible au contrat, à

savoir l'emprunteur. Cela dit, non pas pour banaliser l'affaire qui nous occupe – qui est au contraire d'une réelle importance – mais pour relativiser les effets pratiques d'une éventuelle révision partielle de la loi sur la concurrence déloyale quelques jours à peine après son entrée en vigueur.

Au nom de la majorité de la commission, je vous recommande de donner suite à l'initiative Schönenberger. Pour ma part, à titre personnel, je ne voterai pas l'entrée en matière.

Frau Weber, Sprecherin der Minderheit: Die Minderheit teilt sicher grundsätzlich mit der Mehrheit die Meinung, dass die Gesetzgebung sauber sein muss, und der Umstand, dass der Begriff «Kleinkredit» im OR nicht definiert ist, ist juristisch gesehen sicher unschön. Mehr als unschön ist er aber nicht. Kollege Schönenberger stellt nun wegen dieser Unschönheit mit seiner parlamentarischen Initiative den Antrag – und die Mehrheit schliesst sich ihm an –, der Begriff «Kleinkredite» sei aus dem UWG zu streichen. Sicher verstehen Sie, dass ich als Konsumentenvertreterin über diese parlamentarische Initiative nicht glücklich bin.

Kollege Schönenberger sowie die Mehrheit der Kommission begründen ihren Streichungsantrag mit eben dieser juristischen Unschönheit. Dem ist grundsätzlich entgegenzuhalten, dass die von der Mehrheit vertretenen Gründe, weshalb die Kleinkredite aus dem UWG zu streichen sind, meines Erachtens nicht nur juristischer Art sein können, sonst hätten sicher die Redaktionskommissionen der beiden Räte die Streichung selbst vornehmen können. Sie hätten aber als Redaktionskommissionen bei einer solchen Tat ihre Grenzen weit überschritten. Sie haben es deshalb richtigerweise nicht getan, weil es sich bei der Streichung eben um einen substantiellen, um einen materiellen oder – sagen wir es offen – um einen politischen Akt handelt.

Um das zu erklären, muss ich einen kurzen historischen Rückblick vornehmen und zwei, drei Sätze anfügen. In der Wintersession 1986 wurde das Konsumkreditgesetz nach zehnjährigen, harzigen Verhandlungen in beiden Räten vom Ständerat abgelehnt. Einer der vielen Streite, die im Laufe der Jahre ausgefochten wurden, behandelte die Definition des Begriffs «Kleinkredite». Die rasche Entwicklung der Credit Cards, die ebenfalls eine Aufnahme von Kleinkrediten ermöglichen, liess gewisse Kreise und Interessenvertreter aktiv werden – insbesondere auch ausserhalb des Rates –, um das Gesetz zu verwässern. Eine namhafte Lobby hat letztlich gesiegt, und so wurde 1986 das Gesetz abgelehnt. Selbstverständlich hat auch die Entwicklung einige Punkte im Gesetz überholt.

Die Regelung des Kleinkredits ist also eine hochbrisante Sache, und der Antrag auf Streichung im UWG kommt nicht so von ungefähr. Nun will ich vier Bemerkungen zu den Fragen rund um die Streichung dieses Begriffs anbringen. 1. Die parlamentarische Initiative will die Streichung des Begriffs «Kleinkredite». Das bedeutet eine Gesetzesänderung. Das neurevidierte UWG müsste also neuerlich geändert werden. Bei jeder Gesetzesänderung ist nun selbstverständlich zu prüfen, ob die vorgeschlagene Aenderung dem Sinn und Zweck des betreffenden Gesetzes entspricht, ob sie uns dem Ziel, das von den entsprechenden Normen anvisiert wird, ein Stück näher bringt oder weiter davon entfernt. Das UWG soll den Missbrauch im wirtschaftlichen Wettbewerb durch täuschende oder andere Mittel, die gegen Treu und Glauben verstossen, verhindern. Es ist unbestritten, dass eine vom Gesetzgeber verabschiedete Regelung um so eher ins UWG gehört, je grösser die volkswirtschaftliche Bedeutung einer Vertragsart ist und je anfälliger diese Wirtschaftssparte auf Missbräuche ist. Das Kleinkreditwesen kennt – sicher unbestritten – nicht nur seriöse Anbieter. Auf diesem Gebiet wird immer wieder Scharlatanerie betrieben. Die Störungsanfälligkeit beim Kleinkreditwesen rührt insbesondere von zwei in diesem Gebiet häufig auftretenden Tatsachen her.

Erstens: Das wirtschaftliche Wissen und die banktechnische Sachkompetenz liegen häufig einseitig beim Kreditgeber.

Der Kreditnehmer ist demzufolge auf eine faire und umfassende Information angewiesen.

Zweitens: Häufig handelt der Kleinkreditnehmer aus einer wirtschaftlichen Notlage heraus oder befindet sich zumindest in einer angespannten finanziellen Situation. Das führt häufig dazu, dass er die ihm vorgelegten Angebote des Kreditgebers zu kurz oder zu wenig genau prüft. Die Grundregel lautet nun: Wo zwei gleich starke Vertragspartner aufeinander treffen, ist die Möglichkeit eines unlauteren Wettbewerbs nur klein, weil sich die Vertragspartner mit ihrer gegenseitigen Sachkompetenz kontrollieren. Treffen aber – das ist recht häufig – zwei ungleich starke Vertragspartner aufeinander, ist die Gefahr des unlauteren Wettbewerbs erheblich grösser. Hier hat der Staat die notwendigen Schutzvorkehrungen – das sei hier ganz deutlich gesagt – im Interesse der gesamten Wirtschaft zu treffen. Das ist nun eben in Sachen Kleinkredite der Fall. Der Begriff hat deshalb im Gesetz sehr wohl seinen Platz.

2. Es muss darauf hingewiesen werden, dass das Kleinkreditwesen bezüglich der volkswirtschaftlichen Bedeutung ein gewichtiges Ausmass erreicht hat und weiter im Zunehmen begriffen ist. Der Kleinkreditvertrag gehört wohl zu den häufigsten Vertragsarten, die im täglichen Leben abgeschlossen werden. Auch unter diesem Gesichtspunkt ist der Staat aus volkswirtschaftlichem Interesse stark daran interessiert, dass eine explizite Erwähnung und Regelung des Kleinkreditwesens im UWG erfolgt.

3. Richtig ist, dass dieser Wirtschaftszweig auch bei Streichung des Begriffes «Kleinkredit» unter die vom UWG postulierte Generalklausel fallen würde. Aber dann wäre bedeutend weniger klar, welche Handlungsweisen im Kleinkreditwesen als unlauter gewertet werden müssten, weil diese Auslegung gänzlich dem Richter überlassen würde. Nun meine Frage: Wenn die Streichung des Begriffs vom Richter als bewusster Gesetzesakt angeschaut wird, was dann? Dann werden just die Kleinkredite aus dem Geltungsbereich dieses Bundesgesetzes ausgeschlossen.

Ein UWG ohne Kleinkredite würde bedeuten, dass eine Werbung nicht als unlauter qualifiziert werden könnte, wenn bei der öffentlichen Anpreisung von Kleinkrediten unterlassen wird, klare Angaben über die Kreditsumme beziehungsweise den maximal rückzahlbaren Gesamtbetrag zu machen oder die maximalen Kredite in Franken und Jahresprozenten genau zu beziffern. Das würde heissen, dass man sich direkt für die Intransparenz ausspräche: Preistransparenz wäre nicht erwünscht. Damit ginge man sogar noch hinter das vom Ständerat abgelehnte Konsumkreditgesetz zurück. In Anbetracht der Wichtigkeit dieser Vertragsart und der vielfach ausserordentlichen sozialen Umstände in diesem Umfeld, wäre dies wohl kaum zu verantworten. Hier ist der Gesetzgeber gefordert. Er darf sich nicht um seine Verantwortung drücken. Zumindest die rudimentärsten Anforderungen an das wirtschaftliche Verhalten im Kleinkreditwesen müssen deshalb im UWG verankert bleiben, dies im Gesamtinteresse unserer Volkswirtschaft.

4. Die Begründung, der Begriff «Kleinkredit» sei aus dem UWG zu streichen, weil dieser Begriff nicht definiert sei, vermag ganz und gar nicht zu überzeugen – wahrscheinlich nicht einmal die Antragsteller. Genauso wenig mag die Begründung, die Streichung sei zu vollziehen, weil das Konsumkreditgesetz abgelehnt wurde, zu überzeugen. Es scheint mir wichtig, auf den unterschiedlichen Geltungsbereich dieser beiden Gesetze hinzuweisen. Beim Konsumkreditgesetz ging es um eine soziale Zielsetzung: geschützt werden sollte der wirtschaftlich Schwächere. Demgegenüber hat das UWG neben dem Kartellgesetz eine gesamtwirtschaftliche Bedeutung: es beschäftigt sich mit Massnahmen zur Regelung von Wirtschaftsmechanismen. Gerade diese umfassende Bedeutung des UWG erlaubt es uns aber nicht, die Leistung «Kleinkredite» einfach auszuklammern. Wenn man schon glaubt, eine Legaldefinition der Kleinkredite sei für das UWG nötig, müsste vielmehr ein Schritt vorwärts getan und der Bundesrat gebeten werden, in einer Vollzugsverordnung auszudrücken, was man unter einem Kleinkreditvertrag versteht.

Gestützt auf Artikel 102 Ziffer 5 und 12 BV ist nämlich der Bundesrat ermächtigt, eine Vollzugsverordnung zu erlassen. Begriffsdefinitionen sind typische Beispiele, die in Vollzugsverordnungen geregelt werden. Der Bundesrat kann ohne spezielle Ermächtigung des Parlamentes die entsprechende Definition in einer Verordnung erlassen. Ich glaube, dass der Bundesrat unser Vertrauen verdient im Hinblick darauf, dass er von seiner Kompetenz in vernünftiger Weise Gebrauch machen wird.

Damit haben Sie die Ansicht der Minderheit gehört. Ich bitte Sie, aus sachlichen und politischen Gründen nicht auf die Gesetzesänderung einzutreten.

Schönenberger: Die Revision des Bundesgesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb ist Ihnen aus dem Bericht der Kommission vom 19. Februar 1988, der die Situation recht ausführlich darlegt, sowie durch die Ausführungen der Frau Kommissionspräsidentin zur Genüge bekannt. Ich könnte mich daher des Wortes eigentlich enthalten, wenn uns nicht gestern die Stellungnahme des Bundesrates noch zugegangen wäre. Zu dieser in letzter Minute eingegangenen Vornehmlassung möchte ich mich kurz äussern:

Der Bundesrat weist auf die Verknüpfung zwischen den Bestimmungen des UWG, deren Streichung ich verlange, mit den Bestimmungen des am 4. Dezember 1986 abgelehnten Kleinkreditgesetzes hin. Diese Verknüpfung von Bestimmungen eines geltenden Gesetzes mit Bestimmungen eines abgelehnten, das heisst nie in Rechtskraft erwachsenen Gesetzes, sollte Grund genug sein, die verlangte Aenderung vorzunehmen. Auf diesem Umweg wird etwas in unsere Rechtsordnung hineininterpretiert (oder hineingeschmuggelt), das der Gesetzgeber nie gewollt hat.

An den Anfang seiner Ausführungen stellt der Bundesrat Überlegungen aus historischer Sicht und weist darauf hin, dass das Konsumkreditgesetz auch eine Teilrevision des unlauteren Wettbewerbsgesetzes vorgesehen habe und dass der Anstoss, das Kleinkreditgeschäft den lauterkeitsrechtlichen Kriterien zu unterstellen, von der Konsumkreditrevision ausgegangen sei. So weit, so gut. Ich bestreite aber die Feststellung des Bundesrates, wonach die hier interessierenden Bestimmungen durch die einige Jahre später erfolgte Interpretation in der Totalrevisionsvorlage des UWG eine gewisse Eigenständigkeit erhalten haben. Diese Bestimmungen bleiben ganz eindeutig mit dem abgelehnten Konsumkreditgesetz verbunden. Ich bin daher entgegen der Meinung des Bundesrates der Auffassung, dass die Bestimmungen nicht im UWG belassen werden können. Zu den einzelnen Punkten der bundesrätlichen Stellungnahme gestatte ich mir folgende Einwendungen:

1. Ich bestreite nicht, dass die kleinkreditbezogenen Bestimmungen im UWG lauterkeitsrechtlich begründet sind. Aber die von der Werbung und den Vertragsformularen geforderte Transparenz waren im abgelehnten Konsumkreditgesetz umschrieben. Mit der Ablehnung dieses Gesetzes, die bekanntlich auf die enorme Normendichte zurückzuführen ist, werden auch diese Umschreibungen abgelehnt. Die Gefahr ist gross, dass diese Bestimmungen später vom Richter zur Auslegung wieder beigezogen werden, was unstatthaft ist.

2. Es fehlt die Definition des Begriffes «Kleinkredit». Ich verweise diesbezüglich auf den Bericht Ihrer Kommission. Diese Tatsache kann nicht mit dem Argument aus der Welt geschafft werden, andere Begriffe wie Waren, Leistungen, Geschäftsverhältnisse, Einstandspreis, Werbung, aggressive Verkaufsmethoden usw. seien ebenfalls nicht definiert und deshalb auslegungsbedürftig. Hier liegen doch Welten dazwischen: es wird Gleiches mit Ungleichem verglichen. Es kann nie Aufgabe eines Gesetzes sein, überhaupt jeden verwendeten Begriff zu definieren. Beim Kleinkredit aber handelt es sich um den zentralen, entscheidenden Begriff. Dass die Umschreibung dieses Begriffes schwierig ist, haben seinerzeit die stundenlangen Diskussionen in der Kommission gezeigt.

3. Es ist richtig, dass die Kleinkredite dem UWG aufgrund der Generalklausel unterstellt sind. Es ist auch richtig, dass

der Richter diesfalls den Begriff ebenfalls definieren muss. Falsch ist hingegen die Feststellung, die Auslegungsbedürftigkeit sei in diesem Falle noch grösser, weil der Richter noch zusätzliche Kriterien einer lauterer Kleinkreditwerbung und Transparenz der Vertragsformulare entwickeln müsse. Ich habe soeben darauf hingewiesen, dass er diese Definitionen so oder so vornehmen müsste. Die Annahme ist aber berechtigt, dass der Richter, falls er mit der Generalklausel agieren muss, vorsichtiger sein wird, als wenn er sich auf die hier zur Diskussion stehenden Bestimmungen abstützen kann. Er kann versucht sein, das abgelehnte Gesetz zu Hilfe zu ziehen.

4. Ueber die Einschätzung der Missstände im Kleinkreditwesen gehen die Auffassungen auseinander. Auch mit den besten Gesetzen sind Missstände nie zu verhüten. Wenn behauptet wird, die fraglichen UWG-Bestimmungen würden die Kleinkreditanbieter wenigstens zu lauterer und transparenter Werbung, klaren Preisangaben und sauberen Vertragsformularen zwingen, wage ich dem entgegenzuhalten, wie sehr der Bundesrat auf das abgelehnte Konsumkreditgesetz hinweist. Nochmals halte ich fest, dass mit der Abweisung des Konsumkreditgesetzes auch die Definitionen dieser Begriffe dahingefallen sind.

5. Dass der Staat bei den Lauterbarkeitstatbeständen nicht von sich aus aktiv wird, vermag das hier aufgetretene Problem nicht wegzuschaffen.

Aus all diesen Gründen bin ich nach wie vor für eine Streichung der Konsumkreditgesetzbestimmungen aus dem UWG. Man hat versucht, das Kleinkreditwesen einer neuen Ordnung zuzuführen, und jahrelang dafür gearbeitet. Dieser Versuch ist aber mit der Ablehnung des Konsumkreditgesetzes gescheitert. Gescheitert ist er, weil der Weg der Missbrauchsgesetzgebung verlassen worden ist. Durch nichts lässt sich heute rechtfertigen, die abgelehnten Bestimmungen des Konsumkreditgesetzes durch eine Hintertüre in unsere Rechtsordnung einwirken zu lassen.

Ich bitte Sie deshalb mit der Mehrheit der Kommission – es waren immerhin 7 zu 1 Stimme bei einer Enthaltung –, auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

Affolter: Ich glaube sagen zu können, ich sei in dieser Sache «unverdächtig», weil ich bis zur Abfuhr zu diesem gebodigten Konsumkreditgesetz gestanden bin. Einmal hört aber die Nibelungentreue auf, vor allem dann, wenn man anstelle einer sauberen rechtlichen Ordnung den Zufall zum legislativen Bundesgenossen machen will. Vor allem bin ich über die Stellungnahme des Bundesrates erstaunt. Ich finde sie bedeutend schlechter als das, was uns heute Frau Monika Weber vorgetragen hat. Wenn irgendwo, dann wurden hier die Argumente an den Haaren herbeigezogen. Der Bundesrat müsste eigentlich an einer sauberen, korrekten, in sich nicht widersprüchlichen, unmissverständlichen Gesetzgebung das grösste Interesse haben. Einmal wird keck die Behauptung in die Welt gesetzt, die fraglichen Bestimmungen hätten eine gewisse Eigenständigkeit erhalten. Nichts ist unrichtiger als das. Sie sind im Gegenteil das Zufallsprodukt und das Ergebnis eines Betriebsunfalls bei der Beratung des UWG, und sind als solche dort stehengeblieben. Dies wurde, Frau Weber, in der Kommission historisch belegt und zweifelsfrei nachgewiesen. Diese Bestimmungen zur eigenständigen Norm emporstilisieren zu wollen, erschiene mir als ausgesprochener gesetzgeberischer «faux pas».

Seltsam ist auch die Argumentation des Bundesrates in Ziffer 2 der schriftlichen Stellungnahme, wonach das UWG eine ganze Reihe von Begriffen enthalten würde, die – wie der Kleinkreditantrag – auch nicht definiert seien. Herr Schönenberger hat betont, dass gerade die Definition des Kleinkredites als zentrale Rechtsfigur als wichtiger Vertrag des Obligationenrechtes dringendst einer Legaldefinition bedarf.

Eine weitere Seltsamkeit geht aus den Schlussbemerkungen der bundesrätlichen Stellungnahme hervor. Ich anerkenne und unterstütze das wahrscheinlich heute noch bestehende, berechtigte Bestreben des Bundesrates, das

Kleinkreditwesen einer rechtlichen Ordnung zuzuführen. Ich bin wie Frau Weber der Meinung, dass sich der Gesetzgeber nicht um eine rechtliche Regelung drücken darf, aber eben nicht so! Nicht, wie vorhin erwähnt, durch die Hintertür. Es würde nämlich das Gegenteil erreicht. Man müsste sich mit ein paar rudimentären, zufällig stehengebliebenen Bestimmungen über den Konsumkredit begnügen und würde damit Tür und Tor zu allen richterlichen Auslegungskünsten öffnen. Dies würde aber ganz sicher einer umfassenden legislatorischen Regelung, deren das Kleinkreditwesen wirklich bedarf, im Wege stehen und eine solche – das wäre wohl die Folge – *ad infinitum* hinauszögern. Dies müssten auch die Gegner und Gegnerinnen der parlamentarischen Initiative Schönenberger bedenken. Hier steht nicht das Gute dem Besseren im Weg, sondern das Schlechte dem Guten, nämlich einer einwandfreien Konsumkreditgesetzgebung.

Deshalb bitte ich Sie, der Mehrheit der Kommission, die sich die Sache nicht leicht gemacht hat, zuzustimmen und der parlamentarischen Initiative beizupflichten.

Miville: Ich habe mit Vergnügen wahrgenommen, welche Komplimente Herr Affolter der Konsumentenvertreterin Monika Weber gemacht hat. Ich teile die vorzügliche Qualifikation, die dem Votum Weber zuteil geworden ist, und ziehe daraus die Schlussfolgerung, dass wir dem Antrag von Frau Weber zustimmen sollten.

Sie haben andererseits die Stellungnahme des Bundesrates weniger gut qualifiziert. Was soll ich dazu sagen? Diese Stellungnahme ist kaum vom Finanzdepartement und kaum vom Departement für auswärtige Angelegenheiten erarbeitet worden. Sie entstammt zweifellos einem Departement, das Ihnen näher steht und das sich für diese Qualifikation bei Ihnen – je nachdem – bedanken kann oder wird.

Ich bin dem Bundesrat dankbar, dass er zu dieser Frage in dieser Art und Weise Stellung bezogen hat. Ich halte seine Erwägungen für eindrücklich und schliesse mich seinem Antrag an, die parlamentarische Initiative abzulehnen und die fraglichen Bestimmungen im UWG zu belassen.

Letztes Jahr haben wir das UWG revidiert. In diesem Gesetz haben wir festgehalten, was im wirtschaftlichen Wettbewerb als unlauter zu gelten habe. Wir haben gesagt, dass das bei Kleinkrediten der Fall sei, wenn bei ihrer öffentlichen Anpreisung darauf verzichtet wird, klare Angaben über die Kreditsumme beziehungsweise den maximal rückzahlbaren Gesamtbetrag zu machen oder die maximalen Kreditkosten in Franken und Jahresprozenten genau zu beziffern.

Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass das eine für die Konsumenten ausserordentlich wichtige Bestimmung ist. Wir haben uns vielleicht in diesem Rate einmal mehr zu überlegen, was den Ausschlag geben soll, nämlich juristische Erörterungen von höchstem Interesse oder die politische Seite eines Entscheides, den wir zu treffen haben. Ich würde es für unseren Rat und für seine Stellung und Geltung in der Öffentlichkeit geradezu als verhängnisvoll erachten, wenn wir nun einmal mehr, aus der Gewichtung von rein juristischen Erwägungen heraus, einen politisch falschen Entscheid treffen würden. Es soll also in der Bestimmung, die ich zitiert habe, die angestrebte Kosten- und Preistransparenz dahinfallen, weil das Konsumkreditgesetz dahingefallen ist und der Ausdruck «Konsumkredit» nicht definitiv feststehe.

Es gibt im Gesetz über den unlauteren Wettbewerb eine ganze Reihe von Begriffen, die nicht in dieser Weise, wie es nun in bezug auf den Konsumkredit verlangt wird, definiert sind. Ich nenne Begriffe wie «Waren», «Leistungen», «Geschäftsverhältnisse», «Berufsbezeichnung», «Werbung», «Einstandspreis». Es kann der Wegfall des Konsumkreditgesetzes für uns kein Grund sein, Bestimmungen zu streichen, die für die Konsumenten von grösster Bedeutung sind. Das ist meine Auffassung zu dieser Sache. Das ist die Auffassung, die von den berechtigten Interessen der Konsumenten ausgeht, die ja im grossen und ganzen den schwächeren Teil der Vertragspartnerschaften darstellen.

Niemand anderes als die «Schweizerische Handelszeitung» ist in einem Artikel, in dem diese Frage behandelt worden ist – und zwar unter Bezug auf einen Bundesgerichtsentscheid, der in einer ähnlichen Materie im Hinblick auf einen Reiseveranstalter gefasst und in dem vorgeschrieben wurde, wie die Leistungen in der Werbung solcher Reiseveranstalter genauestens zu beschreiben seien –, zu folgendem Schluss gekommen: «Angesichts des Bundesgerichtsentscheides sollte eigentlich klar sein, dass Inserate für Kleinkredite, welche Preise nennen, mindestens genaue Angaben über die Kreditsumme sowie den rückzahlbaren Gesamtbetrag machen oder aber neben der Kreditsumme die maximalen Kreditkosten in Franken und Jahresprozenten genau beziffern müssen.» Das ist es, was mit diesen nunmehr angefochtenen Bestimmungen des UWG festgelegt worden ist und festgelegt bleiben sollte.

Affolter: Wenn ich, Herr Miville, irgendwo die Argumentation lobe, dann bezeuge ich damit noch keineswegs die sachliche Richtigkeit.

(Zwischenruf Miville: Ach, Sie haben es ernst gemeint?)

Zu Ihrer Beruhigung, Herr Miville, ich habe der Frau Departementsvorsteherin bereits mitgeteilt, dass ich mit der bundesrätlichen Stellungnahme nicht einverstanden bin. Das kommt bei uns vor; auch dort hört die Nibelungentreue irgendwo auf.

Mme Jaggi, rapporteur: A l'issue de cette discussion, je me dois de faire une constatation: tous les membres de ce conseil qui ont pris la parole, qu'ils soient partisans ou non de la révision partielle de la loi sur la concurrence déloyale demandée par l'initiative Schönenberger, s'accordent à reconnaître que tout ne va peut-être pas pour le mieux sur le marché du crédit à la consommation. Certains en déduisent qu'il est nécessaire d'assurer une protection sociale de la partie la plus faible au contrat, à savoir l'emprunteur, d'autres ne vont pas si loin.

S'agissant de la réglementation légale, les avis divergent. Selon M. Schönenberger, il y a probablement des abus – c'est d'ailleurs statistiquement inévitable dans un secteur développé à ce point-là – mais, en aucun cas, une loi ne suffit à éliminer de tels abus, elle ne pourrait au plus les réprimer le cas échéant. Personnellement, je constate que, là où elle existe, la législation a bel et bien un caractère et un effet préventif, grâce à la transparence assurée par l'information. J'en veux pour preuve le cas du canton de Zurich qui, avec celui de Genève, est allé le plus loin dans le domaine de la législation sur le petit crédit. Vous connaissez, Monsieur Schönenberger, toutes ces annonces qui paraissent dans la presse alémanique prônant «l'argent facile», toujours avec la mention «pas valable pour les personnes domiciliées dans le canton de Zurich», précisément parce que ce canton s'est donné une législation restrictive. Cela prouve donc que la loi peut être utile, et bel et bien avoir un effet préventif.

M. Affolter dit qu'il faut légiférer, mais pas de cette manière. Il faudrait notamment, selon lui, envisager un projet qui s'en tienne à l'essentiel, aux définitions de la matière concernée et à la loyauté des pratiques recommandées dans ce secteur du crédit à la consommation. Dès lors, Monsieur Affolter, vous qui avez eu affaire assez longuement, en qualité de président de la commission à l'époque, au défunt projet de loi sur le crédit à la consommation, présentez-nous donc un projet dans ce sens, éventuellement sous forme d'une initiative parlementaire, et vous aurez l'approbation des consommateurs et celle des membres de ce conseil soucieux des réalités sociales.

Voilà ce que je voulais ajouter sur la manière de légiférer en cette matière importante.

Frau Weber: Meine Kollegen Schönenberger und Affolter haben mir quasi unterstellt, dass ich «durch die Hintertüre» etwas hineinbringen möchte. Ich möchte einfach deutlich sagen, diese «Hintertüre» bin nicht ich, sondern das ist das jetzige Gesetz, das in Kraft ist. Ich attestiere Ihnen, dass Sie

sicher etwas gedacht haben, als Sie dieses UWG verabschiedet haben. Deshalb würde ich nicht sagen, dass es die Hintertüre ist.

Es wurde von Herrn Schönenberger auch gesagt, der Gesetzgeber habe das gar nie gewollt und es handle sich um einen Betriebsunfall usw. Ich möchte doch immerhin sagen: Es ist ein neues Gesetz, die Referendumsfrist ist abgelaufen. Man kann also voraussetzen, dass das Volk in diese Gesetzgebung Vertrauen gehabt hat. Die Referendumsfrist ist unbenutzt abgelaufen, und das Gesetz ist jetzt in Kraft.

Ich möchte nicht böse werden; ich halte mich zurück. Aber unter «sauber» verstehen Sie einfach nur juristische Momente. Ich habe am Anfang gesagt, ich verstehe, dass man rein juristisch sagen kann, dass etwas unschön sei. Aber erlauben Sie mir doch den Gedanken, dass wahrscheinlich nicht nur die Sauberkeit bei diesem Antrag im Spiel ist, sondern dass das Ganze eben auch einen materiellen Aspekt hat. Sonst hätten die Redaktionskommissionen sehr einfach eine Aenderung herbeiführen können.

Ganz sachlich gesagt: Es ist zu befürchten, dass wir, wenn wir nun diese beiden Artikel streichen, eine bewusste Lücke schaffen und zum mindesten die Bundesrichter oder das Gericht das als eine bewusst geschaffene Lücke auslegen könnten.

Ich möchte auch noch auf das volkswirtschaftliche Interesse hinweisen. Ich glaube, dass es sich bei Kleinkreditdingen wirklich um eine Angelegenheit handelt, wo Partner zusammentreffen, die nicht gleich lange Spiesse besitzen. Volkswirtschaftlich gesehen, sind wir als Gesetzgeber daran interessiert, dass die Lauterkeit in dieser Sparte zum Zug kommt. Ich erinnere Sie daran, dass diese Sparte in unserer Wirtschaft eine grosse Entwicklung vor sich hat. Die Credit cards sind am Kommen. Wir haben alles Interesse daran, dass die Lauterkeit gewährleistet ist, beziehungsweise dass die Spiesse in dieser Sache «gleicher» werden.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit (Eintreten)	22 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (Nichteintreten)	15 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf der Kommission

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet de la commission

Angenommen – Adopté

Ziffer I Art. 3 Bst. I und m, Art. 4 Bst. d

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf der Kommission

Chiffre I, art. 3 let. I et m, art. 4 let. d

Proposition de la commission

Adhérer au projet de la commission

Angenommen – Adopté

Ziffer II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf der Kommission

Chiffre II

Proposition de la commission

Adhérer au projet de la commission

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes
Dagegen

22 Stimmen
17 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

87.313

**Motion des Nationalrates
(Uchtenhagen)
Ueberbetriebliche berufliche Weiterbildung
Motion du Conseil national
(Uchtenhagen)
Formation continue hors entreprises**

Beschluss des Nationalrates vom 19. Juni 1987
Décision du Conseil national du 19 juin 1987

Wortlaut der Motion

Um die durch die technologische Entwicklung nötige berufliche Höherqualifizierung zu ermöglichen, wird der Bundesrat aufgefordert, in Zusammenarbeit mit der Wirtschaft ein Konzept zu erarbeiten, das die überbetriebliche berufliche Weiterbildung – insbesondere auch für Klein- und Mittelbetriebe – sicherstellt.

Texte de la motion

Le développement de la technologie demande des qualifications professionnelles toujours plus élevées. Afin qu'il soit possible de faire face à cette exigence, le Conseil fédéral est prié d'élaborer, d'entente avec les milieux économiques, un concept de formation continue hors entreprise accessible en particulier aux petites et moyennes entreprises.

M. Flückiger, rapporteur: Le 4 mars 1987, Mme Uchtenhagen, conseillère nationale, déposait une motion intitulée «formation continue hors entreprises». Dans son développement du 19 juin 1987, la motionnaire cite à l'appui de son argumentation, un article de M. Klaus Hug, directeur de l'OFIANT, suivant lequel «le manque de main-d'œuvre qualifiée conduit à un goulot d'étranglement, empêchant une amélioration indispensable de compétitivité de l'économie suisse.» La motionnaire conclut son exposé en ces termes: «Les grandes entreprises ont les moyens d'élever le niveau de qualification de leurs collaborateurs par des stages et des cours de formation continue adéquats. La tâche est plus difficile pour les petites et moyennes entreprises. Or, les petites et moyennes entreprises – les PME – sont souvent particulièrement innovatrices et accomplissent un travail de pionnier dans les nouvelles technologies. C'est pourquoi il paraît très important de renforcer la formation continue hors entreprises et d'offrir, à tous les niveaux, de nouvelles possibilités de se perfectionner, de façon appropriée, en dehors de l'entreprise.»

Dans sa réponse, le Conseil fédéral, considérant qu'il est fait appel à la coopération des milieux économiques, se déclare prêt à accepter la motion.

Votre commission a examiné la motion en question le 2 mars dernier. Elle l'a analysée, aussi bien sur le fond, en ce qui concerne sa faisabilité que les conséquences pratiques de sa réalisation. Quant à la forme, la commission a constaté que la motion ne demande rien de plus que l'élaboration d'un concept de formation continue hors entreprises. La formulation de la motion est donc très libérale, si j'ose dire; elle laisse dans tous les cas une large autonomie d'appréciation au Conseil fédéral.

Manifestement, Mme la motionnaire et les cosignataires de la motion, n'entendent pas engager le perfectionnement professionnel sur la voie de l'étatisation. Ils préconisent l'utilisation rationnelle, sinon intensive, des installations dis-

ponibles dans les établissements publics et privés d'apprentissage, et ce, en faveur de la formation continue.

Les entreprises sont logiquement intégrées au processus de dynamisation que l'on souhaite voir adopter, de même que les cantons, faute de quoi le but ne saurait être atteint. Le déficit en personnel qualifié étant reconnu – à titre d'exemple, on cite régulièrement le manque d'informaticiens et d'employés en informatique – la clause du besoin est donc invoquée avec pertinence.

A ce facteur, il convient d'ajouter la mise en valeur de potentialités qui ne demandent, souvent, qu'à se réaliser et à s'employer, au double avantage des personnes concernées et des secteurs de l'économie dans lesquelles elles sont occupées. Par ailleurs, il n'est pas contesté que la situation économique, avec ce qu'elle entraîne de restructuration et de diversification d'une part, de mutation technologique d'autre part, postule une plus grande mobilité professionnelle que par le passé. Certes, les entreprises d'une certaine dimension offrent les possibilités de perfectionnement internes dont on dit qu'elles sont les plus efficaces. Par contre, les petites et moyennes entreprises, ainsi que les entreprises artisanales, n'ont pas les moyens structurels, pas plus que l'effectif de collaborateurs qui permettent le perfectionnement à la place de travail.

Paradoxales en apparence, les conséquences de cette conjoncture sont connues, des emplois qualifiés restent sans titulaire alors que des demandeurs d'emploi sans qualification ou insuffisamment qualifiés sont parfois contraints au chômage. Tels sont, quant au fond, les considérants de la motion partagés par votre commission.

Dans la discussion de détail, la commission a admis que le perfectionnement professionnel, par le biais de la formation continue, dépend en premier lieu de la motivation des individus.

C'est là une vérité première qu'il faut pourtant rappeler. C'est ainsi que l'un de nos collègues observe une réticence de la part de professionnels à retourner à l'école. Partant, l'efficacité incitative d'un concept de formation hors entreprises reste à démontrer.

On note également un décalage entre l'évolution technologique des écoles professionnelles et celle des entreprises qui pratiquent la recherche et célèbrent ses conquêtes, marquant ainsi une avance sur les écoles qui enseignent des matières connues à l'aide d'instruments et d'outils éprouvés. De là à douter que les établissements techniques soient bien placés pour adapter les connaissances de professionnels en recyclage, le pas est tentant à franchir.

Il convient cependant d'admettre que la motion, dans ce qu'elle vise à l'élaboration d'un concept de formation hors entreprises, ne rejette ni ne minimise les avantages de la formation complémentaire acquise sur le tas. La motion vise à permettre les changements de profession ou l'avancement dans la profession exercée, à partir de connaissances préalables qu'il convient de parfaire grâce à la formation continue. Les écoles spécialisées doivent être mises plus systématiquement que jusqu'ici au service de cet objectif.

Le précédent existe, dans le cas où des écoles dispensent les cours qui permettent d'accéder à l'examen professionnel supérieur, la maîtrise comme nous l'appelons, cours organisés en collaboration avec les associations professionnelles compétentes.

C'est cette pratique que l'on voudrait généraliser aux fins de relever, dans les meilleures conditions, les nouveaux défis auxquels sont confrontés les professionnels et l'économie. Les pouvoirs publics sont donc requis d'étudier, d'une manière concertée avec le privé, les voies et moyens d'utilisation rationnelle et intensive du potentiel de formation d'ores et déjà en place.

En ce qui concerne la procédure, la question s'est posée de vous proposer d'accepter la motion telle que présentée ou de la transformer en postulat. Par six voix contre quatre, la majorité de la commission s'est prononcée en faveur de la motion. Ce résultat a été acquis, considérant que l'aspect impératif de la motion est fortement tempéré par le fait que l'on demande au Conseil fédéral de présenter un concept,

Parlamentarische Initiative (Schönenberger) Bundesgesetz gegen den unlauteren Wettbewerb. Teilrevision

Initiative parlementaire (Schönenberger) Loi sur la concurrence déloyale. Révision partielle

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1988
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	87.226
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	15.03.1988 - 17:00
Date	
Data	
Seite	75-80
Page	
Pagina	
Ref. No	20 016 317